

Le 16 avril, les Turcs donneront-ils les pleins pouvoirs à Erdogan ?

écrit par Christine Tasin | 27 février 2017

Ci-dessous une analyse intéressante qui nous vient du Canada, merci à Cécile Comeau qui nous l'a fait parvenir.

Certes, l'auteur fait un curieux parallèle entre Erdogan et Trump, Poutine, Orban... Appelant autoritarisme ce qui est l'autorité pour sauver son peuple pour ces derniers.

Mais le résumé de la progression d'Erdogan liée inexorablement à la progression de l'islam dans toute son horreur est très claire.

On retiendra tout particulièrement ce passage :

La Turquie de 2017 est un beau cas d'école : l'entrisme des islamistes qui, utilisant les libertés démocratiques, s'avançant masqués et dénonçant « l'islamophobie » et la corruption occidentale... se hissent au pouvoir et dévoilent progressivement leur programme.

Cela ne vous rappelle rien ?

Ne pas oublier qu'un Macron et un Hamon sont plus que favorables à la prise de pouvoir des musulmans auxquels on donne des postes clé, comme ils sont favorables à l'entrée de la Turquie d'Erdogan dans l'UE. La Turquie d'Erdogan, pas celle d'Atatürk, disparue à jamais.

Bref, le referendum du 16 avril prochain, destiné à renforcer les pouvoirs d'Erdogan est clair. Erdogan demande au peuple s'il est d'accord pour devenir une République islamique à l'instar de l'Iran.

Premier président turc élu au suffrage universel, en août 2014, après avoir été onze

ans premier ministre, Recep Tayyip Erdogan veut [graver](#) dans le marbre un état de fait, puisque c'est lui qui, actuellement, dirige l'exécutif et non le premier ministre, comme le voudrait la Constitution en vigueur, issue du coup d'Etat militaire de 1980. Jusqu'ici, la [Turquie](#) était une République parlementaire, le rôle du président étant en principe purement honorifique.

La réforme inverse la tendance. Le président gouvernera par décret. Il nommera le haut commandement militaire, le chef du service de renseignement, les recteurs d'université, certains hauts fonctionnaires et magistrats. Le Parlement deviendra une chambre d'enregistrement. La fonction de premier ministre sera supprimée. Deux vice-présidents seront nommés.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/12/10/erdogan-veut-un-referendum-en-2017-pour-renforcer-ses-pouvoirs_5046833_3218.html

A lire en complément cet article montrant que, malgré les apparences, malgré la terrible répression qui a suivi la tentative de coup d'Etat, le scrutin s'annonce serré. Il reste en Turquie de vrais laïques et de vrais démocrates... et le modèle des tyrans à la tête de la plupart des 57 pays musulmans fait un peu peur...

<http://www.rfi.fr/europe/20170225-turquie-campagne-referendaire-referendum-binali-yildirim-oui-non>

Laïcité taillée en pièces

27 février 2017 | [François Brousseau](#) – *François Brousseau est chroniqueur d'information internationale à Radio-Canada.* | [Europe](#) | [Chroniques](#)

À deux mois d'un référendum visant à donner les pleins pouvoirs au président Recep Tayyip Erdogan, la reprise en mains en cours en Turquie a plusieurs dimensions.

C'est une poussée d'autoritarisme comme on en voit dans plusieurs pays, des États-Unis à la Russie en passant par la Hongrie et la Pologne...

Conception plébiscitaire de la démocratie autour d'un chef puissant, affaiblissement ou dénonciation des contre-pouvoirs (médias, justice, parlement, entités locales), avec des publications libérales décrétées « *ennemies du peuple* ».

En juillet 2016, la tentative de coup d'État – réelle ou « mise en scène » – contre le régime Erdogan a donné un nouvel élan à une tendance déjà bien enclenchée. Elle a justifié une purge d'une brutalité inouïe dans l'appareil d'État (des dizaines de milliers de congédiements, voire d'arrestations, parmi les fonctionnaires, enseignants, juges et procureurs). Les partis d'opposition sont décimés par les mesures d'interdiction et des arrestations arbitraires. Sans oublier des douzaines de journaux fermés de force.

C'est également un durcissement sur la question de l'identité turque, avec l'offensive en règle contre les droits de l'importante minorité kurde, qui annule toutes les ouvertures – timides mais réelles – de la décennie précédente.

C'est non seulement la guerre, sanglante, contre la guérilla du PKK, mais une répression contre toute représentation politique des Kurdes et contre ce parti, le HDP (Parti démocratique des peuples), qui avait su rallier, en juin 2015, des minorités de tendances diverses et atteindre près de 15 % des suffrages exprimés.

Enfin, la reprise en main en Turquie, c'est aussi – peut-être surtout – un test crucial sur la compatibilité entre l'islam politique dans un pays majoritairement musulman, et le pluralisme, la laïcité, la démocratie...

Entre 2005 et 2010, lorsqu'on demandait « *Islam politique et démocratie... est-ce possible ?* » la réponse était : « *Mais oui, regardez la Turquie !* » C'est ce qu'on répétait par exemple à Washington, face à des officiels français sceptiques.

Mais aujourd'hui en Turquie, le diagnostic n'est plus celui, optimiste et naïf, de 2005 ou de 2010. En 2017, le « test » pluraliste et laïque a manifestement échoué.

En plus de toutes ses guerres, de sa diplomatie opportuniste (rapprochement avec la Russie) et de ses règlements de comptes personnels, l'autocrate Erdogan est aussi un véritable militant islamiste. Un homme qui rêve de voiler les femmes, de les faire rentrer à la maison pour qu'elles aient « *trois enfants, idéalement cinq* » (sic), qui multiplie les inscriptions aux écoles religieuses, restreint progressivement l'accessibilité à l'alcool, lève l'interdiction du voile pour les femmes fonctionnaires, dans l'enseignement public, dans la police... et maintenant (la semaine dernière) dans l'armée.

Depuis 2010, le gouvernement d'Ankara a multiplié les gestes de rupture par rapport à la laïcité de la République d'Atatürk, un régime à poigne qui, il y a un siècle,

avait remis les islamistes à leur place et hors de la politique.

Le passage au multipartisme, survenu après la Deuxième Guerre mondiale, n'avait pas empêché putschs (1960, 1971, 1980) et régressions autoritaires. Mais c'est l'avènement, à l'aube du XXI^e siècle, d'une démocratie enfin « *stabilisée et consolidée* » (disait-on), qui aura permis l'émergence – à l'abri du pluralisme et des droits... et même en les invoquant ! – d'un nouveau pouvoir, conquis par les urnes, qui se proclamait au départ « *islamiste modéré* ».

Après deux mandats au cours desquels, sur fond de croissance économique, la séparation des pouvoirs et les droits de l'opposition avaient été respectés, le régime Erdogan a commencé à se durcir... et – selon ses opposants – à mettre « *bas les masques* ».

Aujourd'hui, en s'alliant aux ultranationalistes du parti MHP, il reprend les traits autoritaires de l'ancien régime... tout en leur donnant une saveur nouvelle : celle de l'islam militant.

La Turquie de 2017 est un beau cas d'école : l'entrisme des islamistes qui, utilisant les libertés démocratiques, s'avancant masqués et dénonçant « *l'islamophobie* » et la corruption occidentale... se hissent au pouvoir et dévoilent progressivement leur programme.

Malgré un autoritarisme qui ne se cache plus, il semble qu'on compte encore, en Turquie, les voix de façon honnête aux élections. La moitié de la société turque qui s'oppose au projet en cours saura-t-elle se lever et se mobiliser, lors du référendum du 16 avril prochain ?

Question capitale pour les Turcs... mais pas seulement pour eux.

<http://www.ledevoir.com/international/europe/492724/laicite-taillee-en-pieces>